

<https://www.snetap-fsu.fr/Decision-de-fermeture-du-Lycee.html>



Fermeture de Lapalisse : le Ministre persiste... le SNETAP-FSU manifeste et appelle les personnels de à amplifier la mobilisation !

Date de mise en ligne : vendredi 17 mai 2013



- Nos Actions - Communiqués -

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

À l'occasion de la clôture par le Ministre de l'Agriculture de la consultation sur l'Avenir de l'Enseignement Agricole, les élus nationaux du SNETAP-[FSU](#), premier syndicat de l'Enseignement Agricole Public, se sont invités pour manifester avec force l'incompréhension et la colère des personnels de l'Enseignement Agricole Public suite à l'annonce ministérielle de la fermeture du Lycée professionnel de Lapalisse (Allier-Auvergne).

Les 70 représentants du SNETAP, réunis ces 15 et 16 mai en Conseil Syndical National, ont estimé qu'il était en effet de leur responsabilité d'obliger le Ministre à entendre, à défaut de les écouter, les personnels et à échanger directement avec eux, ce à quoi il se refusait de fait depuis sa prise de fonction.

Dès 9h30, l'ancien Ministre Henri Nallet, qui présidait cette séance de conclusions de la consultation, a été amené à donner la parole à la délégation du SNETAP présente à l'ouverture et porteuse des contributions de fond déposées en qualité par notre organisation syndicale d'une part et conjointement avec le Comité de défense et de développement de l'[EAP](#), dont le SNETAP est l'un des membres fondateurs d'autre part.

Cette décision de fermeture d'un site public en milieu rural, dénoncée unanimement par les familles, la communauté éducative dans son entier et l'ensemble des élus locaux comme départementaux, est inacceptable et politiquement incompréhensible.

À partir de 11h30 et jusqu'à 14h30, déterminés et un rien bruyants, (d'aucuns diront expressifs et explicites), **les manifestants ont occupé les locaux du Ministère, déployant une banderole « Priorité à l'Enseignement Agricole Public », diffusant la Lettre ouverte du Secrétaire Général du SNETAP au Ministre et interpellant directement Stéphane Le Foll autour d'un slogan simple et clair : « Rentrée 2013 à Lapalisse comme partout ailleurs » !**

C'est dans ce contexte que le Ministre a refermé la consultation et pointé les premières orientations qu'il comptait retenir pour l'Avenir de l'EA, **après avoir proposé de recevoir une délégation de 10 représentants du SNETAP-[FSU](#)** pour parler du Lycée de Lapalisse. Il est à souligner que notre action a reçu le soutien d'un certain nombre de participants au sortir de la séance (levée vers 13h), dont celui des représentants de la [FCPE](#).

Les échanges, car échanges il y a eu, parfois vifs, entre notre délégation et le Ministre, ont duré 45 minutes. La situation de Lapalisse a largement été débattue et de nombreux arguments ont été avancés de part et d'autre.

Assez rapidement, le Ministre, qui avait commencé en renvoyant les personnels de l'EAP à la posture de ceux qui veulent que rien ne change, ne bouge, n'évolue..., a été conduit à abandonner ces arguties, notre délégation l'amenant de fait à admettre qu'au-delà du cas de Lapalisse, il en va de l'identité même de l'EAP et de ses nombreux petits lycées et antennes en milieu rural.

Ainsi, nous sommes convaincus qu'à défaut de revenir, à ce stade, sur sa décision de fermer Lapalisse, le Ministre a au moins perçu que l'argument pour justifier de la fermeture d'un lycée ou d'un site autour de 100 élèves était de fait lourd de conséquences mortifères pour beaucoup de nos [LPA](#).. qui depuis des années sous couvert de fusion sont censés retrouver un avenir.

Mais les familles, les élus locaux, comme les collègues bourguignons se souviennent de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), ceux de la région Centre de Vailly-sur-Sauldre (Cher), et de beaucoup d'autres... Ils ont encore en

mémoire, et les personnels de l'EAP avec eux, la malhonnêteté du procédé et le résultat.

Par suite, et après lui avoir fait état de l'acharnement du directeur unique des deux [EPLEFPA](#) mosellans, à arracher des conseils d'administration, des décisions de fusion, **le Ministre s'est engagé à « mettre sur la table » l'ensemble des fusions en cours, lancées, réactivées ou à venir, au travers de nombre de lettres de mission de directeurs d'[EPL](#)**, signées sous la majorité de droite. Il a insisté sur le fait que ça n'était pas une de ses orientations politiques !

Il s'est également défendu de vouloir faire place nette pour l'Enseignement Privé, même si les faits en ce domaine sont ici têtus et qu'en dehors de la MFR du Mayet de Montagne, les élèves et les familles de Lapalisse n'auront pas d'autres choix de proximité...

Saisi par ailleurs par le SNETAP-FSU sur les conséquences lourdes qu'aurait pour 3 lycées agricoles publics les projets d'extension en Midi-Pyrénées d'une MFR à Escatalens (Tarn-et-Garonne), forte de 4 millions d'euros de crédits publics, **Stéphane Le Foll a indiqué qu'il venait de refuser de verser les 2 millions d'euros demandés au titre de son ministère et son cabinet et il a confirmé qu'un avis défavorable avait été émis concernant les 2 millions restant à attribuer, sur avis de la Caisse des dépôts, dans le cadre des financements au titre des investissements d'avenir.**

Enfin, le Ministre bousculé une dernière fois au moment de prendre congé de notre délégation par la secrétaire régionale du SNETAP Auvergne, a fini par renvoyer à la responsabilité de chacun et à la décision du propriétaire des locaux, nous invitant de fait à nous adresser au Président du Conseil Régional...

Notre conclusion a été claire : pour nous, Stéphane Le Foll commet ici **une faute politique majeure** en entérinant cette décision prise par un baron régional qui en a fait une affaire personnelle, fermant de fait un lycée agricole public au moment même où il entend redonner des perspectives d'avenir pour un Enseignement Agricole qui en a plus que besoin...

Et quel message envoyé aux conseils régionaux quant à la pérennité de nos établissements publics agricoles dans le contexte d'un nouvel acte de décentralisation et d'une baisse déjà amorcée des finances des collectivités locales ? Cherchez l'erreur !

Mais l'histoire ne va pas s'arrêter là. En effet, la détermination du SNETAP-FSU et de ses élus sur ce dossier reste totale. Nous n'entendons pas nous payer de mots...

Jeudi 6 juin, le Conseil Syndical National du SNETAP-FSU appelle l'ensemble de ses sections d'établissement à une journée de mobilisation nationale et à converger en nombre en Auvergne aux côtés des personnels et usagers de Lapalisse mobilisés pour que ce lycée agricole public, ses élèves et nos collègues, puissent faire leur rentrée 2013 comme les suivantes et que tous les LPA comptant une centaine d'élèves se voient confortés, respectés et garantis d'un avenir à la hauteur des missions de service public qui leur incombent !

Il faut toujours entendre les manifestants qui viennent parler à l'oreille des puissants, même si ça écorche un peu. Or comme ils l'ont entonné, à la sortie d'un ministre de l'agriculture resté arc bouté, « ce n'est qu'un au revoir ».

Pour le Conseil Syndical National du SNETAP-FSU,
Frédéric Chassagnette

Secrétaire Général adjoint à la Vie syndicale
Paris, le 17 mai 2013

[l'action en vidéo](#)